



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association C.R.E.A.I. Hauts de France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association C.R.E.A.I. Hauts de France
54 Boulevard Montebello 59011 LILLE CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association C.R.E.A.I. Hauts de France

54 Boulevard Montebello 59011 LILLE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association C.R.E.A.I. Hauts de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.R.E.A.I. Hauts de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 21 juin 2024

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

A C T I F		Arrêté au 31/12/2023		31/12/2022
		Durée 12 mois		12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeur		27 735,83	-27 735,83	
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains		13 720,41		13 720,41
Constructions		858 205,52	-554 280,18	321 075,10
Installations techniques matériel et outillage		3 676,12	-2 328,52	1 496,56
Autres immobilisations corporelles		202 758,73	-165 299,91	33 135,67
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Autres titres Immobilisés		125 054,44		125 054,44
Prêts		2 904,96		2 904,96
Autres		42,00		42,00
TOTAL I		1 234 098,01	-749 644,44	484 453,57
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes		4 932,34		4 932,34
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés		61 642,94		61 642,94
Créances reçues par legs ou donations				
Autres		20 140,52		20 140,52
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement		814 626,70		814 626,70
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités		117 156,77		117 156,77
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance		19 347,22		19 347,22
TOTAL III		1 037 846,49		1 037 846,49
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL VI				
TOTAL GENERAL		2 271 944,50	-749 644,44	1 522 300,06

PASSIF		Arrêté au 31/12/2023 Durée 12 mois	31/12/2022 12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		138 703,99	138 703,99
Fonds propres complémentaires		217 180,40	217 180,40
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves pour projet de l'entité		176 254,33	176 254,33
Report à nouveau			
Report à nouveau		-50 797,85	7 582,37
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice		-46 030,25	-58 380,22
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)		435 310,62	481 340,87
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		63 764,66	63 769,31
TOTAL I		499 075,28	545 110,18
Fonds reportés et dédié:			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds reportés liés aux legs et donation:			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés		449 713,34	704 616,52
TOTAL II		449 713,34	704 616,52
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL III			
Provisions			
Provisions pour charges			
		101 842,00	109 232,41
TOTAL IV		101 842,00	109 232,41
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		134 286,25	150 914,63
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes sur commandes			
Avances et acomptes sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		44 034,63	47 235,59
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		260 660,62	237 676,03
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		6 139,80	6 139,80
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)		43,60	645,00
Instruments de trésorerie			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		26 504,54	116 213,10
TOTAL V		471 669,44	558 824,15
Ecart de conversion Passi:			
Ecart de conversion Passif			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		1 522 300,06	1 917 783,26

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat

CREAI REGROUPE

Arrêté au :						
31/12/2023			31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	349 063,10	61,76	330 725,75	65,80	18 337,35	5,54
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	229 223,04	40,56	210 669,78	41,91	18 553,26	8,81
-dont parrainages						
Ventes de biens et services	229 223,04	40,56	210 669,78	41,91	18 553,26	8,81
Concours publics et subvt° exploitation						
Subventions d'exploitation	364 520,00	64,49	1 220 038,00	242,72	-855 518,00	-70,12
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	364 520,00	64,49	1 220 038,00	242,72	-855 518,00	-70,12
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	32 850,00	5,81	4 144,00	0,82	28 706,00	692,71
Utilisations des fonds dédiés	464 010,18	82,10			464 010,18	
Autres produits	14 316,17	2,53	5 165,89	1,03	9 150,28	177,13
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	1 453 982,49	257,25	1 770 743,42	352,29	-316 760,93	-17,89
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	367 826,60	65,08	327 518,46	65,16	40 308,14	12,31
Impôts, taxes et versements assimilés	50 826,55	8,99	36 456,96	7,25	14 369,59	39,42
Salaires et traitements	565 195,01	100,00	502 642,61	100,00	62 552,40	12,44
Charges sociales	241 221,42	42,68	215 469,94	42,87	25 751,48	11,95
Dotations aux amortissements	36 262,15	6,42	30 854,51	6,14	5 407,64	17,53
Autres charges	4 068,00	0,72	50,00	0,01	4 018,00	8 036,00
Dotations aux provisions	25 459,59	4,50	13 841,00	2,75	11 618,59	83,94
Report en fonds dédiés	214 987,00	38,04	704 616,52	140,18	-489 629,52	-69,49
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	1 505 846,32	266,43	1 831 450,00	364,36	-325 603,68	-17,78
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-51 863,83	-9,18	-60 706,58	-12,08	8 842,75	-14,57
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	1 231,54	0,22	520,65	0,10	710,89	136,54
Autres intérêts et produits assimilés	2 112,41	0,37	1 073,89	0,21	1 038,52	96,71
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P	5 630,68	1,00			5 630,68	
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	8 974,63	1,59	1 594,54	0,32	7 380,09	462,84
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	2 078,05	0,37	356,18	0,07	1 721,87	483,43
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	2 078,05	0,37	356,18	0,07	1 721,87	483,43
RESULTATS FINANCIERS	6 896,58	1,22	1 238,36	0,25	5 658,22	456,91
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	-44 967,25	-7,96	-59 468,22	-11,83	14 500,97	-24,38
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			1 088,00	0,22	-1 088,00	-100,00
Sur opération en capital						
Reprises/provisions et transfert de char	4,65	0,00	13,82	0,00	-9,17	-66,35
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	4,65	0,00	1 101,82	0,22	-1 097,17	-99,58
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	1 063,00	0,19			1 063,00	
Sur opération en capital	4,65	0,00	13,82	0,00	-9,17	-66,35
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	1 067,65	0,19	13,82	0,00	1 053,83	7 625,40
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-1 063,00	-0,19	1 088,00	0,22	-2 151,00	-197,70
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS	1 462 961,77	258,84	1 773 439,78	352,82	-310 478,01	-17,51

Compte de résultat

CREAI REGROUPE

Arrêté au :						
	31/12/2023		31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
CHARGES	1 508 992,02	266,99	1 831 820,00	364,44	-322 827,98	-17,62
Total XI						
Eng. à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-46 030,25	-8,14	-58 380,22	-11,61	12 349,97	-21,15

Compte de résultat

CREAI REGROUPE

Arrêté au :		31/12/2023		31/12/2022		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

Compte de résultat

CREAI REGROUPE

Liste des structures

Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changement de méthode comptable	8
5.1.2	Changements de présentation	8
5.1.3	Changements d'estimation	8
5.1.4	Corrections d'erreurs	8
5.2	Dérogations	8
5.3	Principales méthodes comptables	8
6	Informations relatives aux postes du bilan	10
6.1	Actif immobilisé	10
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	11
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	12
6.1.3	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	13
6.2	Actif circulant	13
6.2.1	Précisions sur d'autres créances	13
6.3	Fonds propres	15
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	15
6.3.2	L'excédent ou déficit de l'exercice	16
6.3.3	Subventions d'investissement	16
6.3.4	Provisions réglementées	16
6.4	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	17
6.4.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	18
6.5	Dettes	18
6.5.1	Précisions sur d'autres dettes	18
6.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	19

7	Informations relatives au Compte de résultat	20
7.1	Résultats par activité ou établissement	20
7.2	Produits du compte de résultat	20
7.2.1	Cotisations	20
7.2.2	Ventes de biens et de services	20
7.2.3	Produits de tiers financeurs	21
7.2.4	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	22
7.3	Charges du compte de résultat	22
7.3.1	Autres charges	23
7.4	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	23
7.5	Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges	23
7.6	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	23
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	25
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	25
9	Informations relatives à l'effectif	26
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	27
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	27
10.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	27
11	Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)	28

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association CREAI Hauts-de-France (Centre Régional d'Etudes, d'Actions et d'Informations » en faveur des personnes en situation de vulnérabilité) est destinée à remplir les buts prévus aux articles 10 à 14 de l'arrêté du 22 janvier 1964 et au paragraphe 1.1 de la note de service interministérielle Affaires Sociales / Justice du 13/01/84, ainsi qu'au cahier des charges national annexé à l'instruction n° DGCS/3C/CNSA/ 2015/138 du 24 avril 2015 et de l'article 78 de la loi 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement.

Les CREAI (« Centres régionaux pour l'enfance et l'adolescence inadaptées ») ont été institués par un arrêté du 22 janvier 1964 afin de jouer un rôle d'animation, d'information et de promotion en matière de prévention, d'observation, de soins et d'éducation spécialisée, de réadaptation et de réinsertion sociale concernant les enfants et adolescents inadaptés, vis-à-vis de tous les acteurs impliqués dans ces domaines.

Le rôle et l'action des CREAI s'inscrivent dans le cadre des orientations des politiques sociale et santé, telles qu'elles ressortent des dispositions législatives et réglementaires, des instructions ministérielles, des plans nationaux, et de leur déclinaison et mises en œuvre par les institutions régionales et départementales, notamment dans le cadre des projets régionaux de santé et des schémas d'organisation sociale et médico-sociale.

Ils œuvrent à un échelon régional (région des Hauts-de-France), et à des échelons infra régionaux, notamment départemental, le cas échéant dans le cadre de travaux de dimension inter régionale ou nationale via leur tête de réseau, et tout en contribuant aux travaux, débats et réflexions conduits au niveau national. (Cahier des charges national).

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Missions

Le CREAI assure un rôle de ressource et d'interface entre les différents acteurs régionaux par un positionnement de tiers impartial.

Il remplit quatre missions essentielles :

1 - Concilier les différents acteurs dans le champ social et médico-social, usagers, bénévoles, professionnels et institutionnels en informant, en animant et en facilitant l'expression des diverses parties. Il aide, à cet égard, à l'amélioration des compétences des acteurs par des actions de formation.

2 - Observer la dynamique des besoins et de l'offre sociale et médico-sociale sur les divers territoires régionaux en réponse à la demande des autorités compétentes pour l'élaboration des schémas d'organisation sociale et médico-sociale et des schémas régionaux de santé. Il contribue à l'analyse des besoins et de l'offre, apprécie la nature, le niveau et l'évolution des besoins sociaux et médico-sociaux de la population pour soutenir toute action liée à la mise en œuvre de ces schémas.

3 - Proposer et aider à la décision en analysant les projets, les innovations, les expérimentations des divers acteurs, en exerçant une médiation technique et en favorisant l'articulation entre logiques ascendantes (usagers→politiques) et descendantes (politiques→usagers).

4 - Informer les acteurs, publics ou privés, et usagers des évolutions des politiques publiques relevant de la vulnérabilité, des initiatives et offres des collectivités, des administrations, des services déconcentrés de l'Etat et des organismes concourant à l'action sociale, médico-sociale et sanitaire. A ce titre, le CREAI collecte, relaie et promeut tout déploiement d'informations ne relevant pas du caractère commercial.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Le CREA! Hauts-de-France a son siège social au 54 Bd Montebello à LILLE. Il est propriétaire des bâtiments.

— Investissements

- Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : 0 KE
- Engagés et terminés dans l'exercice : 23 KE
- Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : 0 KE

— Ressources humaines : 12,6 etp au 31 décembre

— Autres moyens/dépenses engagées

- Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 145 heures à comparer à 133 heures au titre de l'exercice précédent.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 *Faits caractéristiques de l'exercice*

L'exercice n'enregistre pas d'élément ayant une incidence comptable.

4.2 *Faits caractéristiques postérieurs à la clôture*

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.1.2 Changements de présentation

Notre entité n'a effectué aucun changement de présentation ayant un impact significatif.

5.1.3 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.4 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 (Art. 324-1 : Les passifs relatifs aux engagements de l'entité en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires des membres de son personnel et de ses associés et mandataires sociaux peuvent être, en tout ou en partie, constatés sous forme de provision.) : la constatation de provisions pour la totalité des engagements à l'égard des membres du personnel actif et retraité, conduisant à une meilleure information financière, est considérée comme la méthode de référence ; la méthode actuarielle préconisée par la recommandation du CNC est utilisée.

Le choix de notre entité parmi les méthodes suivantes proposées par le règlement 2018-03 pour traiter les opérations suivantes est précisé dans le paragraphe concerné de l'annexe :

- les subventions d'investissement en application des articles 312-1.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	27 735.83		
Immobilisations incorporelles	27 735.83		
Terrains	13 720.41		
Constructions sur sol propre	676 269.09		3 573.60
Constructions sur sol d'autrui			
Install. générales, agenc. et aménag. des constructions	179 073.12		991.20
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 635.37		122.95
Install. générales, agenc. et aménag. divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	192 082.22		18 603.48
Emballage récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	1 064 780.21		23 291.23
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation			
Autres titres immobilisés	109 406.60		15 815.05
Prêts et autres immobilisations financières	4 294.52		
Immobilisations financières	113 701.12		15 815.05
Total Général	1 206 217.16		39 106.28

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			27 735.83	
Immobilisations incorporelles			27 735.83	
Terrains			13 720.41	
Constructions sur sol propre			679 842.69	
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agenc. et aménag. des constructions		1 701.49	178 362.83	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		82.20	3 676.12	
Install. générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier		7 926.97	202 758.73	
Emballage récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles		9 710.66	1 078 360.78	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation				
Autres titres immobilisés		167.21	125 054.44	
Prêts et autres immobilisations financières		1 347.56	2 946.96	
Immobilisations financières		1 514.77	128 001.40	
Total Général		11 225.43	1 234 098.01	

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	27 735.83			27 735.83
Immobilisations incorporelles	27 735.83			27 735.83
Terrains				
Constructions sur sol propre	385 310.17	17 058.72		402 368.89
Construction sur sol d'autrui				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	148 956.94	4 655.84	1 701.49	151 911.29
Installations techniques, matériel et outillage	2 138.81	267.26	77.55	2 328.52
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	158 946.55	14 280.33	7 926.97	165 299.91
Emballages récup et divers				
Immobilisations corporelles	695 352.47	36 262.15	9 706.01	721 908.61
Total Général	723 088.30	36 262.15	9 706.01	749 644.44

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Les amortissements des immobilisations non décomposables sont calculés selon les plans d'amortissement établis en fonction de la durée d'usage, selon le mode linéaire.

Principaux taux d'amortissement retenus : immobilisations incorporelles 20% ou 33,33% - constructions 2%, 4%, 5% ou 10% – matériel & outillage 10% - matériel de bureau 10% - informatique 25% - mobilier 10%.

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre	17 058.72				
Construction sur sol d'autrui					
Const. Inst. générales, agencements, aménagement	4 655.84				
Installations techniques, matériel et outillage	267.26				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements c					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	14 280.33				
Emballages récup et divers					
Immobilisations corporelles	36 262.15				
Total Général	36 262.15				

6.1.3 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Une plus-value latente de 7 KE sur cessions des titres immobilisés et valeurs mobilières de placement est estimée à la clôture de l'exercice.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Précisions sur d'autres créances

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 904.96	1 433.01	1 471.95
Autres immobilisations financières	42.00	42.00	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	61 642.94	61 642.94	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 220.00	3 220.00	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses	6 179.60	6 179.60	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	10 740.92	10 740.92	
Charges constatées d'avance	19 347.22	19 300.22	47.00
Total général	104 077.64	102 558.69	1 518.95
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 347.56		
Prêts et avances consentis aux associés			

6.2.1.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

Etat des charges constatées d'avance	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Documentation 2023	3 268.31	3 221.31	47.00
Services copieurs 01/2024	50.00	50.00	
Location fontaine & matériel hygiène 01/2024	507.79	507.79	
Téléphone abonnement 01/2024	130.00	130.00	
Téléphone mobile abonnements 01/2024	33.00	33.00	
Licences Microsoft 01 à 08/2024	843.48	843.48	
Licence sécurité postes 01 à 10/2024	180.00	180.00	
Maintenance audiovisuelle 01 à 07/2024	1 276.00	1 276.00	
Maintenance climatiseurs et vmc 01 à 06/2024	730.94	730.94	
Internet abonnements 01/2024	68.00	68.00	
Boite postale 2024	118.80	118.80	
Licence Logiciel cartographie web 01 à 10/2024	6 550.00	6 550.00	
Hébergement serveurs cartographie 01 à 10/2024	670.00	670.00	
Noms de domaines et Hbgt AS 01 à 09/2024	67.00	67.00	
Cotisation CB 01 à 11/2024	53.00	53.00	
Certificat électronique 01 à 07/2024	63.00	63.00	
Garantie serveur 01 à 06/2024	494.00	494.00	
Hébergement adresse Mèl A.S. 01/2024	14.00	14.00	
Redevance Synthèse vocale A.S. 01 à 10/2024	803.00	803.00	
Abt système gestion de contenu site A.S. 01/2024	6.50	6.50	
Logiciel réunions en ligne 01/2024	5.00	5.00	
Gaz abt 01/2024	32.00	32.00	
Abt plateforme collaborative 01 à 08/2024	1 650.00	1 650.00	
Abt Logiciel graphique en ligne 01 à 11/2024	117.00	117.00	
Certification audit renouvellement 2024	1 616.40	1 616.40	
Total Général	19 347.22	19 300.22	47.00

6.3 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affect. Résultat	Augment.	Dimin./conso	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	355 884.39				355 884.39
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	176 254.33				176 254.33
Report à nouveau	7 582.37	-58 380.22			-50 797.85
Excédent ou déficit de l'exercice	-58 380.22	58 380.22		-46 030.25	-46 030.25
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	63 769.31			4.65	63 764.66
Total Général	545 110.18			-46 025.60	499 075.28

6.3.1.1 *Fonds propres sans droit de reprise*

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

6.3.1.2 *Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise*

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

6.3.2 *L'excédent ou déficit de l'exercice*

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Le résultat de l'exercice se compose de :

- -51K€, résultat définitivement acquis à l'organisme ;
- +5K€, résultat de l'organisme de formation sous contrôle de tiers.

6.3.3 *Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

La première application du changement de réglementation a été appliquée suivant le règlement 2018-06 de façon rétrospective, avec un effet à l'ouverture de l'exercice sur :

- le poste subventions d'investissement (diminution),
 - le poste report à nouveau (augmentation),
- effet correspondant à la méthode retenue par notre entité ci-dessus décrite.

6.3.4 *Provisions réglementées*

Cf § 6.4 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

6.4 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	63 769.31		4.65	63 764.66
Provisions réglementées	63 769.31		4.65	63 764.66
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	109 232.41	25 459.59	32 850.00	101 842.00
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales fiscales sur congés à				
Autres provisions pour risques et charges				
Provisions risques et charges	109 232.41	25 459.59	32 850.00	101 842.00
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
Provisions pour dépréciation				
Total Général	173 001.72	25 459.59	32 854.65	165 606.66
Dotations et reprises d'exploitation		25 459.59	32 850.00	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles			4.65	
Dépréciation des titres mis en équivalence				

Les autres provisions réglementées ont été constituées par dotations sur plus-values de cessions d'éléments d'actif.

6.4.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- selon la méthode simplifiée suivante historiquement appliquée par l'association ;
- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 (Art. 324-1 : Les passifs relatifs aux engagements de l'entité en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite ou avantages similaires des membres de son personnel et de ses associés et mandataires sociaux peuvent être, en tout ou en partie, constatés sous forme de provision.) : la constatation de provisions pour la totalité des engagements à l'égard des membres du personnel actif et retraité, conduisant à une meilleure information financière, est considérée comme la méthode de référence ; la méthode actuarielle préconisée par la recommandation du CNC est utilisée. Les hypothèses utilisées sont : table de mortalité insee, âge de départ 64 ans, taux moyen de turnover sur 3 ans 2%, taux de revalorisation 2%, taux de charges 54%, taux d'actualisation 3,4%.

6.5 Dettes

6.5.1 Précisions sur d'autres dettes

6.5.1.1 Produits constatés d'avance

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

Rubriques	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Abonnements Flash Info QP 2024	374.00	374.00	
Offres emploi 01/2024	165.00	165.00	
CNSA SUBV GUIDE DIMA 2024	14 445.00	14 445.00	
CNSA SUBV GUIDE DIMA 01 à 05/2025	6 219.00		6 219.00
IRTS CMR DIMA 2024 à 2025	5 301.54	5 301.54	
Total Général	26 504.54	20 285.54	6 219.00

6.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

État des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	2 904.96	1 433.01	1 471.95
Autres immobilisations financières	42.00	42.00	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	61 642.94	61 642.94	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 220.00	3 220.00	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses	6 179.60	6 179.60	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	10 740.92	10 740.92	
Charges constatées d'avance	19 347.22	19 300.22	47.00
Total général	104 077.64	102 558.69	1 518.95
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 347.56		
Prêts et avances consentis aux associés			

État des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	134 286.25	16 871.08	69 983.19	47 431.98
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	44 034.63	44 034.63		
Personnel et comptes rattachés	135 971.35	135 971.35		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	108 182.58	108 182.58		
Etat, impôt sur les bénéfices				
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	16 506.69	16 506.69		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 139.80	6 139.80		
Groupes et associés				
Autres Dettes	43.60	43.60		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	26 504.54	20 285.54	6 219.00	
Total général	471 669.44	348 035.27	76 202.19	47 431.98
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	16 628.38			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
1 Activité S.A.T.	51 371,21€	
<i>Gestion sous contrôle de tiers (Dreets)</i>		
2 Activité Organisme de Formation		5 340,96
Résultat de l'exercice	46 030,25€	

7.2 Produits du compte de résultat

7.2.1 Cotisations

7.2.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

7.2.1.2 Cotisations avec contrepartie

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

7.2.2 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

Formations professionnelles : 113KE

Prestation de services Accompagnements, conseils, études : 116KE

7.2.2.1 Ressources de l'Organisme de formation

Origine des fonds	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
1-1 - Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises	105 277,18	93,46%	91 494,70	73,14%
État, Collectivités locales, Établissements publics				
Entreprises, via FONGECIF, Opco				
Particuliers				
Sous-total 1	105 277,18	93,46%	91 494,70	73,14%
2 - Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes				
État			5 000,00	4,00%
Régions				
Autres collectivités territoriales	7 104,00	6,31%	5 030,00	4,02%
Sous-total 2	7 104,00	6,31%	10 030,00	8,02%
3 - Autres				
Autres organismes de formation				
Autres ressources	260,00	0,23%	23 566,40	18,84%
Sous-total 3	260,00	0,23%	23 566,40	18,84%
Total des ressources	112 641,18	100,00%	125 091,10	100,00%

2 - Décomposition des actions de formation par finalité

CREAI REGROUPE Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Finalité des actions	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
Diplômantes (1)				
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)				
Insertion sociale	112 641,18	100,00	125 091,10	100,00
Total	112 641,18	100,00	125 091,10	100,00

(1) Diplômantes : toutes formations
(2) Insertion sociale : toutes formations

3 - Convention de ressources publiques affectées

CREAI REGROUPE Exercice 2023 du 01/01/2023 au 31/12/2023

Convention	Montant initial	Suivi d'exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
				0,00
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

7.2.3 Produits de tiers financeurs

7.2.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

7.2.3.1.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces

actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

7.2.3.1.2 Tableau des subventions et concours publics

Information sur les montants des concours publics et les subventions dans l'exercice (Art 431-9 règlement ANC 2018-06)

Nature	Catégories d'autorités administratives	Montant
Subvention d'exploitation	Agence régionale de santé Hauts-de-France	265 687.00
Subvention d'exploitation	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie	10 234.00
Subvention d'exploitation	Conseil départemental Pas-de-Calais	10 000.00
Subvention d'exploitation	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités	78 599.00
Total		364 520.00

7.2.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprise sur amortissements : 0 €

Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles : 0 €

Reprises sur dépréciation d'autres actifs hors legs ou donations destinés à être cédés : 0 €

Reprises sur dépréciation d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés : 0 €

Reprises sur provisions règlementées moins-values sur cessions d'actifs : 5 €

Reprises sur provisions pour charges d'exploitation : 32 850 €

Transferts de charges : 0 €

7.3 Charges du compte de résultat

7.4 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

7.5 *Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges*

7.6.1.6 Honoraires des commissaires aux comptes

Association, Fondation, Fonds de dotation
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
Montants exprimés en EUR

— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	— 7 260 €	—
— Au titre d'autres prestations	—	—
— Honoraires totaux	— 7 260 €	—

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » n'est pas indiqué car reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et une information personnelle.

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	10,34
Agents de maîtrise et Techniciens	2,27
Employés	0
Ouvriers	0
Total	12,61

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Dette d'emprunt auprès des établissements de crédit garantie par une sûreté réelle :
nantissement de bon de caisse de 100KE.

10.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Retraitement de crédits-bails					
	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres	Total
<i>Redevances payées</i>					
- Cumuls exercices antérieurs			13 855		13 855
- Dotation de l'exercice			7 917		7 917
Sous-total			21 772		21 772
<i>Redevances restant à payer</i>					
- A un an au plus			7 917		7 917
- A cinq ans au plus			9 897		9 897
- A plus de cinq ans					
Sous-total			17 814		17 814
Montant pris en charge dans l'exercice			7 917		7 917

11 Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public percevant des dons pour un montant supérieur à 153K€.